



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Carrières de France

lieu-dit Les Carrières
23250 Soubrebost

Références : UD34/H3/MT/2024/051
Code AIOT : 0006601045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement Carrières de France implanté lieu-dit Le Causse 34480 Laurens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de France
- lieu-dit Le Causse 34480 Laurens
- Code AIOT : 0006601045

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de LAURENS est une carrière de marbre avec une production annuelle limitée à 2300 tonnes.

Les blocs extraits sur la carrière sont acheminés vers les usines de la société Carrières de France pour transformation.

L'activité, en suspens depuis 2022, sera reprise au premier semestre 2024, et doit être poursuivie en 2025 avec d'importants aménagements pour supprimer les anciens bâtiments et matériels obsolètes présents sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 8.4.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	30 jours
5	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Demande d'action corrective	30 jours
6	Garanties financières	Code de l'environnement du 19/04/2024, article R.516-2 - V	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registres et plans de carrière à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Entretien des véhicules et engins	Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune activité n'ayant été menée depuis la précédente inspection, en mars 2023, l'exploitant n'a

pas non plus apporté les éléments permettant de lever les irrégularités constatées dans le rapport de la DREAL du 17 mars 2023.

Il est donc demandé à la société Carrières de France d'apporter des justificatifs de mise en conformité sous un mois, portant sur les garanties financières, l'entretien des moyens d'intervention en cas de sinistre, le contrôle des eaux souterraines, et de réactualiser le plan de gestion des déchets.

A défaut d'éléments probants, il sera proposé au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure sur les points de non-conformité concernés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 8.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2023
Prescription contrôlée : <p>Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser 1 an ainsi qu'après chaque utilisation.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que la vérification des moyens de secours a été réalisée depuis la visite d'inspection du 17 mars 2023, et que le registre permettant d'en justifier serai communiqué à la DREAL dans les jours consécutifs à l'inspection.</p> <p>A ce jour, nous n'avons pas été destinataire de ce registre.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre le registre justificatif de la réalisation de l'entretien des moyens de secours sous 30 jours.</p> <p>A défaut un arrêté de mise en demeure sera proposée à M. le Préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Registres et plans de carrière à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plans de carrières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des ouvrages visés à l'article 14.1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation daté de septembre 2023 a été présenté. Il n'appelle pas d'observation, et fait apparaître que le phasage d'exploitation, les limites, et la cote minimale d'exploitation sont respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi annuel de la qualité des eaux souterraines sera réalisé. L'analyse comprendra une recherche bactériologique de type B3 et une recherche d'hydrocarbures.</p> <p>Les résultats de ces analyses seront communiqués à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Des mesures et des contrôles pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées, tant sur les rejets que dans l'environnement de la carrière. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser les analyses réglementaires, et n'a pas non plus transmis à l'inspection de porter-à-connaissance, tel qu'il l'avait annoncé lors de l'inspection de mars 2023, en vue de modifier le suivi annuel de la qualité des eaux souterraines (l'exploitant estime en effet que les paramètres biologiques à analyser fixés dans l'arrêté préfectoral sont inadaptés).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous 30 jours, soit de transmettre une demande argumentée de modification de la surveillance des eaux souterraines, soit de justifier de la programmation de prélèvements et analyses par un organisme accrédité.</p> <p>A défaut une mise en demeure sera proposée au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Entretien des véhicules et engins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et ravitaillement des engins</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2023
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'alimentation en carburant des véhicules et autres engins mobiles s'effectuent exclusivement sur une aire étanche spécialement aménagée à cet effet équipée d'un séparateur d'hydrocarbures dimensionné pour une pluie de fréquence au moins décennale et permettant de respecter les normes de rejet fixées à l'article 3.2.</p> <p>Hors les opérations d'alimentation, l'aire est bâchée. Les eaux pluviales tombant hors de l'emprise de l'aire sont collectées, détournées de cette emprise et rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>L'entretien de ces engins est réalisée dans les ateliers de l'exploitant hors carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a programmé la mise en conformité de l'aire de ravitaillement des engins, sur laquelle a été placée la cuve de GNR.</p> <p>Il a été constaté qu'un séparateur à hydrocarbure venait d'être livré et qu'il permettra de respecter les conditions de prévention des pollutions liées au ravitaillement des engins sur la dalle béton.</p> <p>L'exploitant indique que des travaux seront menés en mai 2024 pour réaménager cette aire, avant la reprise de l'exploitation (arrêtée depuis plus de 1 an) qui sera consécutive à ces opérations. La cuve de GNR sera placée sous rétention et sous abri.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan de gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>[...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets date d'août 2018.</p> <p>La réactualisation de ce plan était exigible en août 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit remettre à l'inspection la réactualisation du plan de gestion des déchets.</p> <p>A défaut un arrêté de mise en demeure sera proposée à M. le Préfet.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/04/2024, article R.516-2 - V
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.
Constats : L'échéance des garanties financières constituées pour l'exploitation est le 15 avril 2024. L'exploitant a présenté une attestation de l'organisme Caution France datée du 20 mars 2024, relative à l'avancement de la démarche pour leur renouvellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais le justificatif de renouvellement des garanties financières. A défaut une mise en demeure sera proposée à M. le préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours